

Nouvelles locales du mardi 15 mars 2016

@rib News, 15/03/2016 ¶ Sécurité - Le pont de la rivière Muha dans la zone Kinindo en mairie de Bujumbura pourrait s'écrouler à tout moment. Il présente depuis près de trois mois d'énormes fissures. La circulation est de plus en plus compliquée. Certains véhicules et motos doivent s'arrêter durant quelques minutes pour permettre aux autres de passer un à un. Les usagers réguliers du pont se disent inquiets. Ils avouent ne pas comprendre pourquoi le gouvernement n'a toujours pas engagé les réparations.

La population, constatant des autorités qui s'y rendent régulièrement, se désolent puisque rien n'est en train d'être fait. Elle souhaite que le gouvernement s'active pour la réhabilitation de l'ouvrage. Le directeur général des routes a confirmé que la réhabilitation de ce pont a été classée comme une priorité. Vincent Nibayubahe n'a pourtant pas précisé la date du début des opérations. - Des coups de feu se sont fait entendre ce mardi soir vers 20h sur la sous-colline Gatwe, colline Mubira, commune Mugamba de la province de Bururi. D'après une source locale, un responsable administratif a été tué, membre du CNDD-FDD. - Un cadavre a été retrouvé ce mardi matin au bord de la rivière Kaburantwa, zone de Gasenyi en commune de Buganda de la province de Cibitoke. Selon l'administration et la police, la victime était native du secteur du secteur Miremema de la même commune. Le corps découvert présente des blessures partout et aurait été exécuté ailleurs avant d'être déplacé.

L'enquête de la police est en cours. ¶ Justice - Le tribunal de grande instance de Bujumbura s'est prononcé pour la libération provisoire de 41 jeunes sur 55. Ces derniers avaient été arrêtés le 17 avril 2015 lors des premières manifestations contre la candidature de Pierre Nkurunziza. Tous les prévenus étaient jugés pour avoir participé aux manifestations contre le 3ème mandat du président Nkurunziza. Le délibéré est tombé hier soir après une audience publique qui s'est tenue à Muramvya où étaient détenus les jeunes. Les concernés ne peuvent pourtant pas quitter le territoire burundais et doivent se présenter devant la justice une fois par semaine. - La police a mené une opération de fouille ce mardi matin dans les homes de l'Université des Grands Lacs, en commune et province de Bururi. Six étudiants ont été arrêtés et présentés immédiatement au Parquet de la République de Bururi où ils ont été

longuement entendus. Selon des informations recueillies sur place, les étudiants auraient été en contact avec un certain Phocas, un détenu qui se serait évadé samedi dernier de la prison centrale de Bururi. Des sources indiquent par ailleurs que ces mêmes étudiants avaient été actifs lors des manifestations contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza. Ces étudiants ont toutefois été relâchés, ils doivent rester disponibles pour la suite de l'enquête. Par ailleurs, deux policiers ont été arrêtés. Ils sont accusés d'avoir aidé le détenu à s'évader. ¶ Coopération -

L'ambassadeur de l'Union européenne au Burundi, Patrick Spirlet a indiqué ce mardi lors d'un point presse à Bujumbura que la suspension de l'aide directe au gouvernement du Burundi ne devrait pas être considérée comme une sanction. Il confirme toutefois que les engagements et réponses faits par les autorités burundaises ne sont pas de nature à créer un environnement de confiance. L'ambassadeur Patrick Spirlet affirme que la décision de l'UE n'est pas définitive et qu'elle prend en compte la pauvreté extrême des Burundais. Il a ajouté que cette décision sera réexaminée régulièrement, au moins tous les six mois, grâce à des missions de suivi du service européen pour l'action extérieure. ¶ Droit de l'Homme -

La police a arrêté ce mardi matin trois jeunes hommes d'une même famille au niveau de la 1ère avenue de la zone de Musaga en commune de Muha, mairie de Bujumbura. Patrick Nzisabira, Salvator Nibigira Salvator et Alexis Niragira ont été arrêtés après une fouille de la police près de leur domicile. Ils ont été aussitôt embarqués et leur destination est pour l'heure inconnue. ¶ Santé - Au mois de novembre 2015 en province de Gitega, on comptait 14 805 malades souffrant du paludisme. En décembre 2015, il a été enregistré 19 861 patients atteints de la maladie. Pour le mois de janvier 2016, 96 305 cas ont été recensés. Pour les deux premières semaines de février, 26 607 malades ont consulté.

Selon une responsable sanitaire, la recrudescence de cas est due à une mauvaise utilisation des moustiquaires. Les populations les utilisent dans des travaux champêtres, d'élevages de poules ou encore de travaux de construction. Le directeur de la province sanitaire de Gitega, Willy Roland Nibizi reconnaît que le paludisme est un très sérieux problème de santé publique. Il demande aux personnes concernées de se faire soigner à temps et d'acheter des moustiquaires. Du personnel de santé venu spécialement de Bujumbura, notamment des médecins, est à pied d'œuvre pour endiguer la recrudescence de cas.